



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN**  
**ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**  
**الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط**

**1<sup>ère</sup> Commission permanente sur la Coopération politique et la sécurité**

**Commission Ad Hoc sur le Moyen-Orient**

*Rapport adopté par consensus le 24 juin 2009 à Lisbonne  
lors de la 4<sup>ème</sup> réunion de la 1<sup>ère</sup> Commission permanente*

**Visite du Bureau de l'APM du 18 au 21 mai 2009 au Moyen Orient**

**Rapporteur : M. George Vella (Malte)**

## **Introduction**

*La mission s'est déroulée du 18 au 21 mai 2009 et a été préparée par le Secrétariat de l'APM avec l'aide et le soutien des parlements égyptiens et jordaniens, de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des autorités diplomatiques françaises.*

*Le déplacement s'est effectué sur 4 jours dans 4 pays (Egypte, Territoires palestiniens occupés, Israël et Jordanie) et 12 réunions avec des acteurs majeurs de la scène régionale se sont tenues, à savoir :*

- *S.E. Dr. Ahmed Fathy Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple d'Egypte*
- *S.E. M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires étrangères d'Egypte*
- *S.E. M. Ahmed Ben Helli, Vice Secrétaire général de la Ligue Arabe*
- *Mme Karen Abuzayd, Commissaire générale de l'UNRWA*
- *S.E. M. Abdulhadi Majali, Président de la Chambre des Représentants de Jordanie et Président de l'APEM*
- *S.E. M. Riad Al-Malki, Ministre des Affaires étrangères de l'Autorité Palestinienne*
- *Des représentants du Conseil Législatif Palestinien (CLP)*
- *S.E. M. Samir Abdallah, Ministre du Plan de l'Autorité Palestinienne*
- *S.E. M. Robert Serry, Coordinateur spécial des Nations Unies pour le Processus de Paix au Moyen Orient*
- *S.E. M. Reuven Rivlin, Président de la Knesset*
- *S.E. M. Naser Judeh, Ministre des Affaires étrangères de Jordanie*
- *Des représentants du Conseil National Palestinien(CNP)*

*La délégation fut dirigée par M. Rudy Salles, Président de l'APM, du 18 au 20 mai 2009 et par Mme Ellisaveth Papadimitriou, la Vice Présidente de l'APM, le 21 mai 2009 après le départ du Président.*

*Les objectifs de la mission étaient les suivants :*

- *Donner une preuve tangible de notre réel et désintéressé intérêt au regard de la situation au Moyen Orient, en particulier du conflit israélo-palestinien, ainsi que de la souffrance humaine que celui-ci a engendré au fil des années ;*
- *Acquérir de l'expérience sur le terrain et envisager de quelles façons l'APM pourrait promouvoir la paix et la stabilité dans la région ;*
- *Effectuer une mission d'enquête sur les conséquences des opérations militaires israéliennes à Gaza qui ont eu lieu du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 ;*
- *Exprimer sa solidarité avec le peuple souffrant de Gaza ainsi qu'aux familles de tous ceux qui ont été touchés par des actions militaires qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes ;*
- *Porter le message que nous portons un intérêt à ce qui se passe dans la région en ce que cela influe sur la sécurité de notre région ;*
- *Présenter l'APM comme un forum parlementaire de confiance aux différents acteurs de la région, particulièrement aux parlementaires et aux parlements, afin d'établir des contacts réguliers et ouvrir des canaux de communications qui pourraient être utilisés utilement et de manière constructive dans un futur proche ;*
- *Rétablir la dialogue avec la Knesset afin qu'elle puisse revenir siéger à l'APM.*

*Ce rapport reprend l'essentiel des échanges qui ont pris place avec les interlocuteurs de l'APM par ordre chronologique.*

**Sont annexés :**

*-La liste des délégués de l'APM (Annexe I)*

*- Le programme officiel (Annexe II)*

*-La liste des délégués du Conseil Législatif Palestinien (Annexe III)*

*-La liste des délégués du Conseil National Palestinien (Annexe IV)*

## Egypte-Le Caire

18 mai 2009

### **I- S.E. Dr. Ahmed Fathy Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple d'Egypte.**

#### **a- La différence entre l'APM et l'APEM**

Le Président Sorour a souhaité en propos introductif mieux connaître la différence entre l'APM et l'APEM.

Le Président Salles, s'exprimant au nom de la délégation, a tout d'abord souligné que le travail de l'APM et de l'APEM sont complémentaires. Les processus sont toutefois différents par nature. L'APEM étant l'expression parlementaire appuyant le dialogue Nord-Sud issu du Processus de Barcelone. L'APM, à la différence, est une organisation internationale indépendante traitant de questions concernant directement et seulement la méditerranée par l'outil qu'est la diplomatie parlementaire. L'APM est composé uniquement des pays riverains de la méditerranée et ceux considérés traditionnellement comme méditerranéens, (ex : Jordanie, Portugal, Serbie, Ancienne République Yougoslave de Macédoine) siégeant tous sur un pied d'égalité totale.

#### **b- Les objectifs de la mission du Bureau de l'APM**

Suite à cette explication, le Président Salles a pu expliquer les raisons essentielles de ce déplacement du Bureau de l'APM. Les deux axes forts de ce déplacement étant :

- Le souhait de présenter l'APM aux acteurs de la région afin d'envisager la meilleure façon pour l'APM d'appuyer le Processus de Paix actuel entre Israéliens et Palestiniens par le biais de la diplomatie parlementaire.
- Une mission d'enquête sur les conséquences des récentes opérations militaires Israéliennes à Gaza.

#### **c- La situation à Gaza**

Le Président Sorour a par la suite évoqué ce qu'il a qualifié de réel « Holocauste » qu'a connu la bande de Gaza lors de la récente attaque de l'armée israélienne. Il a souhaité voir ceux qui ont commis des crimes de guerre être jugés devant la Cour Pénale Internationale. Il a apporté son

soutien à l'Organisation des Nations Unies de Secours et de Travaux pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et s'est félicité de la prochaine mission du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies dans la région.

d- Les relations avec la Knesset

Sur ces relations avec le Parlement Israélien, le Président Sorour a fait part à la délégation APM d'un échange de lettres entre M. Reuven Rivlin, Président de la Knesset, et lui-même au sujet de la commémoration de l'Holocauste. Il est clairement apparu un point d'accord entre les deux présidents sur la condamnation unanime de ce tragique événement. Toutefois, un désaccord profond existe quant à la situation actuelle, le Président de la Knesset souhaitant que toute l'attention et les efforts se concentrent sur l'Iran comme menace pour la sécurité dans la zone, alors que le Président Sorour estime que la priorité devait être la résolution du conflit Israélo-palestinien, qu'il considère comme l'origine de tous les troubles de la région.

e- Le Processus de Paix

Le Président Sorour exprime le souhait que l'APM apporte son soutien à la Feuille de Route afin de résoudre notamment la très délicate situation que connaît Jérusalem et mettre fin à la colonisation en Cisjordanie. L'opinion publique mondiale est dorénavant du côté des Palestiniens et il estimait qu'en tant que représentants du peuple, les parlementaires de l'APM puissent faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin de soutenir les efforts de paix actuels.

Enfin, le Président Sorour a salué ce déplacement du Bureau ainsi que l'important travail réalisé par l'APM.

*Suite à cette réunion, les délégués de l'APM ont eu l'honneur d'un salut en séance publique au sein de l'hémicycle du Parlement.*

## **II- S.E. M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires Etrangères d'Egypte**

a- La crise au Moyen-Orient

Débutant son propos sur la crise au Proche Orient et le rôle que la diplomatie parlementaire pouvait y jouer, le Ministre Aboul Gheit a souhaité offrir sa vision des enjeux géopolitiques actuels en concentrant la discussion sur ce qu'il qualifie comme « fauteurs de troubles ».

Certains pays sont perçus par l’Egypte comme déstabilisant la région. Ces pays profitent de la crise actuelle pour soutenir le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza afin d’exercer une influence directe sur l’évolution de la situation et faire pression pour leurs intérêts propres. Ils accumule du capital politique en usant de l’extrême instabilité régionale en se présentant comme un contre poids à l’Etat d’Israël en souhaitant défendre les intérêts du peuple opprimé de Palestine. Ils pourraient à terme se doter de l’arme nucléaire par ces justifications.

Ces actions sont vues négativement et ne sont pas tolérées par les autorités égyptiennes car elles menacent notamment l’équilibre militaire régional actuel en ouvrant la voie à une course aux armements et qui déboucherait sur une prolifération nucléaire dangereuse.

#### b- La situation à Gaza

Suite au coup de force militaire du Hamas à Gaza, l’Egypte se retrouve dans une situation très délicate. Elle ne peut reconnaître officiellement le « gouvernement » du Hamas en place à Gaza, sous peine de créer deux autorités palestiniennes, or elle ne peut non plus ignorer la situation dans laquelle vivent 1.5 millions de personnes sur cette étroite bande de terre.

Le poste frontière de Rafah entre Gaza et l’Egypte est actuellement ouvert, cependant le transit est limité au minimum, peuvent y passer les personnes blessées (l’Egypte a soigné 4000 palestiniens après l’attaque de Gaza), malades ou les étudiants ayant obtenu une bourse d’étude à l’étranger. Les autorités égyptiennes considèrent qu’il n’est toutefois pas possible d’ouvrir complètement le terminal de Rafah car cela risquerait :

- De permettre à des éléments du Hamas d’entrer sur le territoire égyptien et de potentiellement menacer la stabilité intérieure du pays ;
- De rendre l’Egypte directement responsable de la situation à Gaza. Israël se débarrasserait alors de la tutelle de fait qu’elle est contrainte d’y exercer en laissant les autorités égyptiennes gérer la bande.

L’Egypte a déjà fourni 8000 tonnes de matériel médical et d’équipement, 30 000 tonnes sont encore à venir dont 15 000 financés par l’Egypte.

Le Ministre a fait part de son agacement face aux « donneurs de leçons » quant aux comportements de l’Egypte dans la situation actuelle. Au regard de la réalité géopolitique actuelle, l’Egypte a fait de son mieux dans les circonstances existantes.

### c- Le dialogue inter-palestinien

Suite à une discussion avec la délégation sur la situation inter-palestinienne, le Ministre a offert un état des lieux actuel sur la question.

S.E. Aboul Gheit a remarqué que les premiers à pâtir de la division des Palestiniens étaient les Palestiniens eux-mêmes. En effet, cette division entre Hamas et Fatah et la coupure de fait entre la Cisjordanie et Gaza sert de prétexte au gouvernement israélien pour affirmer qu'il n'y a pas d'interlocuteur réel pour faire la paix.

Actuellement un dialogue inter-palestinien se déroule sous les hospices de l'Egypte et se concentre aujourd'hui sur trois sujets principaux :

- Le régime électoral qui sera utilisé pour les élections de juillet 2010. Le Hamas veut un scrutin proportionnel et le Fatah un scrutin majoritaire. L'Egypte proposant un mélange des deux systèmes à hauteur de 25% de proportionnel et 75% de majoritaire.
- La maîtrise des forces de police, l'Egypte propose un partage 50% Hamas-50% Fatah jusqu'à la formation du nouveau gouvernement.
- La création d'une autorité transitoire responsable de la gestion temporaire des affaires en Palestine qui sera dissolue à la création du nouveau gouvernement.

La réunion s'est terminée avec le souhait du Ministre que l'Union pour la Méditerranée puisse être une réelle occasion de faire avancer les choses dans la région, l'Egypte en exerçant la coprésidence avec la France.

### **III- S.E. M. Ahmed Ben Helli, Vice Secrétaire général de la Ligue Arabe**

#### a- l'Initiative de Paix arabe

Après s'être excusé de l'absence du Secrétaire Général, au Soudan lors de la visite du Bureau de l'APM, l'Ambassadeur Ben Helli est allé directement dans le vif du sujet en soutenant que la Feuille de Route adoptée par le Quartette (Etats-Unis, Russie, Union Européenne et Nations Unies) en 2003, ainsi que l'Initiative de Paix arabe de 2002 doivent avoir le soutien de l'APM.

Il rappelle que l'Initiative de Paix arabe avance l'idée que les pays arabes proposeraient la paix et la normalisation de leurs relations avec l'Etat hébreu en contrepartie d'un retour d'Israël aux frontières du 4 juin 1967, y compris le territoire du Golan. Il y est demandé l'application des Résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité par Israël, ainsi que la création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem-Est comme capitale et une solution au problème des réfugiés palestiniens (selon la Résolution 194 du Conseil de Sécurité). Cette initiative se base sur deux principes : celui de "Terre contre Paix", et celui selon lequel la paix et la sécurité ne pourront être atteintes par les armes.

b- Les Etats-Unis et l'Europe

La Ligue Arabe attend beaucoup de la vision de la nouvelle Administration américaine pour la résolution du conflit dans la région. Le Vice Secrétaire général a fait part de son grand étonnement face à l'étrange silence des Européens lors de l'agression Israélienne à Gaza. Il s'est interrogé sur le comportement troublant de la Présidence Tchèque de l'UE lors du conflit à Gaza. En effet, alors que les forces Israéliennes bombardaient Gaza, Monsieur Topolanek avait proposé d'accroître la collaboration et les relations entre Israël et l'Union Européenne.

c- L'APM et Le rôle de l'opinion publique

Il a été, enfin, souligné que la coopération entre l'APM et la Ligue Arabe ne cessait de s'accroître, La Ligue Arabe compte participer à la prochaine session plénière de l'APM à Istanbul en la personne de son Secrétaire général, S.E. Dr. Amr Moussa. Un Mémoire d'échange du statut d'observateur est en cours de finalisation entre les deux organisations.

Selon l'Ambassadeur Ben Helli, seule une pression internationale très forte sur Israël poussera le pays à reconsidérer ses positions. Le Vice Secrétaire général Ben Helli était de l'avis que l'APM, en tant que représentante des peuples de la région, doit participer à cette pression.



## **Territoires palestiniens occupés-Gaza**

### **Jordanie-Amman**

**19 mai 2009**

*La délégation, après avoir emprunté l'avion privé de M. Abou El Enein qui l'a mis gracieusement à sa disposition du Caire à El Arish, est entrée à Gaza par le terminal de Rafah et a été accueillie par des représentants des Nations Unies. Elle a visité une zone dévastée(Zeituna) et a rencontré des Palestiniens vivant sur place dans les décombres de maisons détruites, mosquées et petits complexes industriels. La délégation a constaté les nombreuses destructions et les épouvantables conditions dans lesquelles les habitants de cette région vivaient, dans des abris de fortune et des tentes. L'ensemble dans des conditions sanitaires déplorables. Les délégués ont été informés que de nombreux enfants sont tombés malades, ont été blessés ou tués par des tirs de balles, des bombes, des éclats d'obus ou des bâtiments qui s'écroulent. Des photos ont été montrées aux délégués par des Palestiniens sur place qui avaient perdu partiellement ou totalement leur famille lors des raids.*

*Tout en se déplaçant dans le sud de Gaza dans les 4x4 de l'ONU, il a été possible de constater que des zones entières ont été épargnées et que la vie continuait comme à son habitude, des enfants, par exemple, rentrant de l'école à l'heure du déjeuner.*

*Toutefois, tout au long du trajet et de manière régulière apparaissait des traces de tirs de mortiers sur des immenbles.*

*Les délégués ont également appris que des pans entiers de terres cultivées ont été délibérément bombardés afin de détruire des cultures et la production agricole.*

*Par la suite, la délégation s'est rendue à l'hôpital militaire jordanien de Gaza et a rencontré la Commissaire générale de l'UNRWA.*

*L'hôpital militaire jordanien est une initiative jordanienne qui a transformé, en quelques mois, un immeuble désaffecté en un hôpital dirigé par du personnel de santé jordanien hautement qualifié. Ce lieu offre bien plus que les services de bases des hôpitaux en ce qu'il dispose aussi d'unités spécialisées dans les domaines chirurgicaux et gynécologiques avec des équipements modernes.*

*Les différents patients auxquels la délégation s'est adressée ont exprimé une profonde gratitude pour les précieux services offerts par l'équipe médicale jordanienne.*

## **I- Madame Karen AbuZayd, Commissaire générale de l'UNRWA**

### **a- Situation à Gaza**

Madame AbuZayd a débuté son propos en expliquant que la récente attaque de Gaza n'avait fait qu'aggraver la situation que connaît la zone. 70% des Palestiniens de Gaza sont des réfugiés, un grand nombre de Palestiniens sont nourris grâce à l'aide alimentaire distribuée par les Nations Unies et vivent sous le seuil de pauvreté. Bien que les dons affluent, il est seulement possible de faire entrer à Gaza aide alimentaire et médicale. Israël empêche toutes les autres marchandises de traverser la frontière.

Lors des récents bombardements plus de 250 maisons ont été rasées et 3000 endommagées. Toutefois, il était impossible de les reconstruire en raison de l'interdiction faite par les autorités Israéliennes de faire entrer aucun type de matériel de construction.

Le personnel des Nations Unies connaît même des difficultés d'accès à la zone en raison de tracasseries administratives que peuvent causer les différents postes frontières.

Une réclamation officielle, d'un montant de 10 millions d'euros de dédommagement, a été déposée auprès de l'Etat d'Israël en raison de destructions causées aux infrastructures des Nations Unies par Tsahal lors de l'attaque de Gaza.

### **b- Requêtes pour améliorer la situation**

La Commissaire Général a souhaité que les délégués de l'APM puissent appuyer urgemment deux demandes afin de permettre une amélioration de la situation :

- Desserrer l'étroit contrôle frontalier afin de notamment laisser passer du matériel de construction pour permettre une reconstruction progressive des habitations endommagées.
- Autoriser et permettre des transferts monétaires plus importants à l'intérieur de Gaza. Aujourd'hui 13.5 millions de dollars entrent par mois dans Gaza et cela suffit seulement à payer les salaires du personnel des Nations Unies. Les fonds pour les programmes et autres activités soutenues par les Nations Unies existent mais sont bloqués sur des comptes à l'étranger et ne peuvent entrer à Gaza, notamment après la conférence des donateurs qui avaient promis 4.5 milliards de dollars. Ce manque de liquidité empêche l'économie de se relancer.

*La délégation avait prévu de continuer par la suite son chemin dans la nord de Gaza afin d'atteindre la ville de Gaza, toutefois, un changement de programme a dû s'opérer à la dernière minute. Un brusque décès dans la famille du Président Moubarak, et le souhait du Président de voir M. Abou El Enein lors de l'enterrement, a contraint la délégation à rebrousser chemin en sortant par le terminal de Rafah, elle s'est rendue à nouveau au Caire afin que M. Abou El Enein présente ses condoléances au Président Moubarak et par la suite, la délégation s'est rendue à Amman pour un dîner de travail avec S.E. M. Abdulhadi Majali.*

## **II- S.E. M. Abdulhadi Majali, Président de la Chambre des Représentants de Jordanie et Président de l'APEM**

### **a- Situation au Moyen Orient**

Sur un ton très chaleureux, le Président Majali a salué le déplacement du Bureau de l'APM dans la région et les efforts que l'Assemblée déploie à promouvoir la diplomatie parlementaire afin d'appuyer le Processus de Paix dans la région.

Le Président a souhaité que les discussions concernant le Processus de Paix puissent se terminer afin de pouvoir enfin les mettre en pratique. Toutes les questions ont été abordées et des solutions existent, il faut maintenant avoir le courage de les mettre en pratique. L'APM doit appuyer l'Initiative de Paix arabe et la Feuille de Route.

S.E. M. Abdulhadi Majali a rappelé les propos du Roi Abdallah II de Jordanie selon lequel si rien n'est fait en 2009 afin d'améliorer la situation, une nouvelle confrontation militaire pourrait être inévitable. Le Président Majali a insisté sur le fait que c'est la première fois que le Roi de Jordanie s'exprime en ces termes.

Le conflit israélo-palestinien est devenu une priorité stratégique pour les Etats-Unis qui le considèrent dorénavant comme une question de sécurité intérieure. Il est de l'intérêt du Président Obama d'agir au plus vite et les pays arabes attendent beaucoup de lui.

### **b- Collaboration entre l'APM et l'APEM**

Sur le Moyen Orient et sur d'autres questions, l'APM et l'APEM doivent travailler ensemble dans un futur proche. Les deux Présidents ont dès lors décidé que les deux Assemblées puissent

collaborer de manière structurée et régulière. Les Bureaux des deux Assemblées vont dorénavant échanger de manière régulière des informations et organiser des réunions conjointes. Après avoir rappelé que l'APM a été créée à Amman en 2006, le Président Majali a souligné que la création d'un secrétariat pour l'APEM est l'une de ses priorités. L'offre de l'APM d'aider à sa création a été bien accueillie.

## **Territoires palestiniens occupés-Ramallah Israël-Jérusalem**

**20 mai 2009**

*Après avoir traversé le Pont Allenby, séparant la Jordanie d'Israël, avec l'aide du Parlement jordanien, la délégation APM a été prise en charge par les autorités diplomatiques françaises qui ont assuré l'organisation et la logistique durant toute la journée du 20 mai tant en territoires palestiniens qu'en Israël.*

### **Ramallah**

*La délégation n'a pu s'empêcher de noter la rigueur des contrôles aux barrages routiers tenus par les soldats israéliens sur la route de Ramallah, et la présence du drapeau israélien flottant tout le long de la route.*

### **I - S.E. M. Riyad Al-Malki, Ministre des Affaires Etrangères de l'Autorité Palestinienne**

#### **a- Etats des lieux des relations entre Israël et l'Autorité Palestinienne**

Le Ministre Al-Malki a accueilli la délégation APM en reconnaissant la grande importance de la diplomatie parlementaire et du rôle fondamental qu'ont les parlementaires en soutien au Processus de Paix dans la région, le soutien étant quasiment d'ordre moral tant cette question est cruciale pour le reste du monde.

Aujourd'hui, la situation est dans une réelle impasse avec un gouvernement israélien qui revient quasiment 50 ans en arrière dans ses propositions, refusant même l'idée d'un Etat palestinien. Il faut un arrêt total des colonies incluant présentement celles se justifiant par la « croissance naturelle » ainsi que la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale de l'Etat palestinien. Les destructions à Gaza n'étaient pas seulement défensives, elles ont été faites sciemment afin de détruire les infrastructures économiques de la zone et plonger l'ensemble de la population civile dans la misère et la terreur et empêcher toute possibilité de création d'un Etat palestinien viable.

Le peuple de Palestine et son gouvernement refusent de vivre dans une « prison » sous administration israélienne où les seules concessions données seraient économiques. L'Autorité Palestinienne attend beaucoup de l'inflexion apportée par l'Administration Obama à la politique étrangère des Etats-Unis dans la région, seule capable d'avoir une réelle influence sur le gouvernement israélien. L'Union Européenne et les européens devant agir en soutien de la politique des Etats-Unis afin de faire pression sur l'Etat Hébreu.

b- Le dialogue inter-palestinien

Concernant la division de fait entre la Cisjordanie et Gaza, ainsi que le dialogue inter- palestinien entre le Fatah et le Hamas, le Ministre est dans l'attente des résultats du dialogue mené par le Caire avec pour date butoir le 7 juillet 2009.

c- Situation à Jérusalem

Une attention particulière est portée à la situation de Jérusalem qui est en train de se transformer en ville juive. Le plan de la mairie est de la rendre complètement juive d'ici à 2020. Ce choix politique va à l'encontre des engagements pris dans la Feuille de Route et pourraient à terme constituer « un crime contre l'Histoire ». La discrimination est une politique officielle de la mairie de Jérusalem, 34% de la population de Jérusalem (arabe) n'obtient que 5% du budget de la ville. 43% du budget de la ville va aux colonies et enfin seul 12% du budget total va à Jérusalem-Est. Si Jérusalem est entièrement transformée selon le plan actuel, cela coupera de fait Cisjordanie en deux et rendra impossible pour toujours la création d'un Etat palestinien.

## **II - Rencontre avec des membres du Conseil Législatif Palestinien (CLP)**

Monsieur Abdullah Abdullah a rappelé en ouverture de la discussion que le CLP est un membre fondateur de l'APM. Toutefois, 41 de ses élus sont actuellement en prison.

Le temps joue contre les Palestiniens. Israël est en train de détruire physiquement l'idée d'un Etat palestinien par la construction de nouvelles colonies. Le nouveau gouvernement israélien refuse l'émergence d'un Etat palestinien.

Un des nombreux exemples de discrimination à l'encontre des Palestiniens est le fait qu'Israël use de nombreuses formes d'excuses législatives pour transformer les Palestiniens de Jérusalem en résidents non-permanents afin de pouvoir les expulser et de les empêcher de regagner leur propriété. Or, selon les délégués du CLP, il n'y aura pas de réel processus de paix sans le retour des réfugiés palestiniens, Jérusalem-Est comme capitale du futur Etat palestinien et un respect total des frontières de 1967.

Il faut éviter de tomber dans le rêve qu'Israël nourrit qui est de lier la Bande de Gaza à l'Egypte et la Cisjordanie à la Jordanie afin de se débarrasser de la question palestinienne. La seule solution, selon le CLP, pour une paix durable est la création d'un Etat palestinien et non pas la division de son peuple.

Les délégués ont soutenu avec enthousiasme l'idée que l'APM, à la demande de la Commission spéciale des Nations Unies sur la Palestine, puisse organiser un colloque sur le statut de Jérusalem dans un futur proche.

## **III - S.E. M. Samir Abdallah, Ministre du Plan de l'Autorité Palestinienne**

Le but essentiel de ce Ministère est de planifier l'économie et la reconstruction du pays. Selon le Ministre, l'aspect économique est tout aussi important que l'aspect diplomatique puisqu'il arrive en soutien aux efforts de paix. Le ministère travaille en étroite collaboration avec le PNUD et UNRWA afin d'utiliser de manière optimale les importantes sommes d'argent en provenance de l'étranger. Malgré le soutien international, la situation à Gaza se détériore continuellement aucun projet de développement n'a pu être mis en œuvre dans cette région, en raison notamment du

blocus total qu'impose Israël. La bande de Gaza absorbe seule 40% du budget de l'Autorité Palestinienne et cela constitue une réelle charge car rien n'y est produit, cet argent n'est qu'une perfusion économique sans vision à long terme.

#### **IV - S.E. M. Robert Serry, Coordinateur Spécial des Nations Unies pour le Processus de Paix au Moyen Orient.**

##### **a- Situation du Processus de Paix**

Le Processus de Paix est en crise. Il y a une réelle urgence car la situation se dégrade très vite notamment par la remise en cause du principe de deux Etats par le nouveau gouvernement israélien et la politique de colonisation notamment à Jérusalem-Est.

##### **b- Relations avec les parties au conflit**

La division au sein de l'Autorité Palestinienne dessert les Palestiniens. Le Fatah est affaibli par cette division notamment car le Hamas refuse tant l'unité que la reconnaissance officielle de l'Etat d'Israël, chose qui empêche tout dialogue de s'initier.

Le nouveau gouvernement israélien a adopté une ligne dure pour sortir du conflit. Il ne souhaite pas dialoguer car il estime qu'il n'y a pas de partenaire valable et sérieux pour le faire. Le nouveau Ministre des Affaires Etrangères israélien a expliqué que son pays ne se sent pas lié par les obligations incombant à Israël en terme de droit international et notamment les différentes résolutions des Nations Unies sur la question israélo-palestinienne.

L'Ambassadeur Serry attend notamment la position de la nouvelle Administration américaine quant à la situation dans la région. Il sera présent lors de la prochaine session plénière de l'APM à Istanbul.



## Jérusalem

*Sur son chemin vers Jérusalem, la délégation a constaté les importantes mesures de sécurité prises par les autorités israéliennes, y compris le mur de séparation en béton les hautes tours de guet, les barbelés électrifiés, les innombrables barrages routiers...*

### **I - S.E. M. Reuven Rivlin, Président de la Knesset**

#### **a- Relations entre l'APM et la Knesset**

Monsieur Rivlin, Président nouvellement élu de la Knesset, a accueilli la délégation et a donné son accord sur le fait que la Knesset est un membre fondateur de l'APM et de ce fait à toute sa place pour y participer.

#### **b- Situation du Processus de Paix**

Selon le Président de la Knesset, Israël doit être reconnu comme un Etat juif par essence et de ce fait être la terre d'accueil de tous les Juifs dans le monde. Ne pas reconnaître cela serait remettre en cause l'existence d'Israël.

La peur de l'avènement d'un « Hamastan » à côté d'Israël justifie le refus par le Président de la Knesset de la création d'un Etat palestinien qui constituerait une menace pour la sécurité d'Israël. Une paix économique est toutefois envisagée. Les Palestiniens pourront, de plus, avoir le droit de gérer leurs administrations locales sous la tutelle Israélienne. Il faut prendre conscience, selon M. Rivlin, que les Palestiniens sont les hôtes des Israéliens. Au sujet des réfugiés palestiniens, cette question ne peut être à l'ordre du jour puisqu'ils sont maintenant hors d'Israël et leur retour menacerait l'existence même d'Israël.

#### **c- Situation à Jérusalem**

Concernant la situation à Jérusalem, M. Rivlin considère la ville sainte dans sa totalité comme la capitale de l'Etat hébreu, il n'est pas possible, pour lui, d'envisager une partition puisque dans un

premier temps un Etat palestinien n'est pas possible et dans un second temps, selon lui, Jérusalem a été promise aux Juifs par Dieu lui même.

d- La colonisation en Cisjordanie

A propos des colonies en Cisjordanie, le Président de la Knesset a affirmé que toute l'histoire d'Israël est une histoire de colonisation depuis sa création. Arrêter ce processus reviendrait à remettre en cause l'existence même d'Israël.

Enfin, selon le Président de la Knesset, la priorité n'est d'ailleurs pas la Palestine mais l'Iran qui doit focaliser toute l'attention de la communauté internationale.

Le Président de la Knesset a exprimé sa fatigue et son agacement de voir le comportement d'Israël être en permanence mis en cause dans toutes les commissions internationales. Notamment dans des domaines ou des sujets ne concernant absolument pas le conflit Israélo-palestinien.

Le Président Rivlin a annoncé la Knesset participera à la prochaine session plénière de l'APM à Istanbul.

*Suite à cette réunion, les délégués de l'APM ont eu l'honneur d'un salut en séance publique au sein de l'hémicycle du Parlement.*

## **Jordanie-Amman**

**21 mai 2009**

### **I - S.E. M. Naser Judeh, Ministre des Affaires Etrangères de Jordanie**

#### **a- Situation du conflit israélo-palestinien**

Le Ministre a ouvert la discussion en expliquant qu'il existe aujourd'hui une réelle fenêtre d'opportunité afin de parvenir à la paix dans la région. Pour cela il faut notamment soutenir la Feuille de Route et l'Initiative de Paix arabe. Les Etats-Unis sont réellement impliqués dans la recherche d'une solution au conflit actuel. Le Président Obama, chose remarquable, aborde cette question au début de son mandat.

La position de la dernière Administration Bush est critiquable toutefois, il faut lui accorder le crédit d'être le premier Président des Etats-Unis à avoir évoqué officiellement la création d'un Etat palestinien.

Il est cependant nécessaire de réellement prendre conscience que le temps joue contre tous. Le conflit israélo-palestinien est un conflit mondial du fait des ramifications que celui-ci peut avoir à travers la planète. Un grand nombre de personnes sont d'ailleurs en train de l'utiliser afin de promouvoir des idéologies dangereuses, il ne faut pas user de l'Histoire afin de justifier le présent. Résoudre ce conflit permettra d'amoindrir sinon de faire disparaître un grand nombre de tensions à travers le monde.

#### **b- Israël et l'Iran**

Aujourd'hui, l'approche du gouvernement israélien actuel est à l'inverse de la réalité actuelle. Il ne faut pas attaquer l'Iran pour résoudre le conflit palestinien mais l'inverse. Il faut résoudre le conflit palestinien afin d'enlever tout prétexte à l'Iran de vouloir attaquer Israël. Le Président Obama sur cette question est d'ailleurs en total désaccord avec le gouvernement israélien et souhaite tout d'abord résoudre le conflit israélo-palestinien.

### c- Une paix est possible

Il y a des possibilités de progrès dans les négociations afin de parvenir à une solution. Par exemple, la Jordanie pourrait être en accord avec la proposition du gouvernement Netanyahu sur la définition d'Israël comme Etat Juif. La Royaume hachémite étant, par constitution, un Etat musulman mais comptant aussi des minorités religieuses. Il faut, toutefois, que tous les citoyens juifs et non- juifs puissent avoir les mêmes droits et devoirs et que ceux-ci soient garantis.

Afin de parvenir à un accord global, il faut que les Palestiniens soient unis. Les efforts de l'Egypte pour maintenir le dialogue inter-palestinien doivent continuer malgré le peu d'avancée. Il faut les soutenir et surtout ne pas ouvrir de nouveaux canaux de discussions, afin de ne pas diluer les efforts.

En conclusion, il faut noter que pour la première fois le monde dans son ensemble est contre l'attitude d'Israël dans la région. Il faut arrêter la colonisation, supprimer les barrages, stopper la destruction des lieux saints, détruire le mur de séparation. 67% de la population Israélienne est en faveur de la création d'un Etat palestinien. Le Vice Président des Etats-Unis a même dit lors du diner de Gala annuel d'un puissant lobby juif aux Etats-Unis (AIPAC) qu'il fallait arrêter de soutenir la colonisation.

L'APM en tant que représentante des peuples de la méditerranée doit faire pression sur les gouvernements et mobiliser les opinions publiques pour trouver une solution rapide à ce conflit qui dure depuis trop longtemps.

## **II - Rencontre avec des membres du Conseil National Palestinien (CNP)**

En raison de problèmes de santé, M. Quba'a a excusé l'absence de Monsieur Al-Zanoon qui devait présider cette rencontre

Le Processus de Paix est dans l'impasse actuellement et tous les regards se tourne vers les Etats-Unis, toutefois le silence de l'Europe est grandement critiquable. Il faudrait que l'Union Européenne dans son ensemble puisse adopter une position forte afin de montrer sa condamnation de l'attitude d'Israël envers le peuple palestinien. L'APM doit agir en ce sens et

demander à l'Europe de prendre des actions fortes comme par exemple des mesures de rétorsions économiques afin d'influer sur la politique israélienne.

Il faudra faire pression sur Israël car la paix sera impossible sans notamment un retour des réfugiés, un arrêt des colonies et la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale. Le dialogue inter-palestinien est constant et le CNP est optimiste sur son aboutissement car cette division n'est apparue que très récemment. La situation à Jérusalem et les nombreuses destructions qui menacent la ville vont rendre l'idée de paix bientôt impossible. Le CNP soutient l'idée d'un colloque organisé par l'APM, à la demande de la Commission spéciale des Nations Unies sur la Palestine, sur la situation à Jérusalem.

## Conclusions

### Ce qui a été réalisé

*Les principaux objectifs de la mission ont été atteints, à savoir :*

- *Comprendre plus précisément de quelles manières l'APM pouvait appuyer et accompagner le processus de Paix dans la région. L'ensemble des propositions est détaillé dans la résolution.*
- *Constater dans un premier temps la situation actuelle dans la bande de Gaza ainsi que dans un second temps la situation des Palestiniens dans cette région après les destructions provoquées par les forces armées israéliennes.*
- *Rencontrer et établir, avec les différents acteurs clés de la région, un contact dans la perspective d'établir et lancer une coopération régulière future.*
- *Consolider le rôle de l'APM tant au niveau politique, par les différentes rencontres effectuées, qu'au niveau de la population, grâce aux nombreux reportages télévisuels et interviews réalisées.*
- *Rétablir un dialogue avec la Knesset a annoncé qu'elle siègerait à nouveau lors de la prochaine session plénière de l'APM à Istanbul en octobre 2009.*

*En outre, il faut reconnaître que tous les délégués ont beaucoup appris au cours de cette mission. L'APM a réussi à se rendre plus visible dans la région, et a établi des contacts personnels importants dans la sphère politique. Au cours de cette visite, la délégation a également réussi à rapprocher l'APM et l'APEM dans une perspective de collaboration future.*

*Il est à noter que, durant toutes les réunions, les membres de la délégation ont souligné et insisté sur l'importance de l'unité entre les factions palestiniennes.*

*L'APM a, par ce déplacement, sensibilisé les acteurs politiques rencontrés à l'instrument qu'est la diplomatie parlementaire régionale et a démontré que celle-ci offrait un soutien aux initiatives de paix du Quartette et des pays arabes et de nouvelles approches pour parvenir à la paix dans la région par le dialogue.*

*La délégation a été en mesure de rencontrer tant des hauts représentants du pouvoir législatif, et exécutif que des hauts fonctionnaires d'organisations internationales.*

*Ces différents types de rencontres ont confirmé le crédit que les acteurs de la région accordent désormais à l'APM et à la diplomatie parlementaire en général.*

*Certes la durée de la mission et le rythme des réunions n'a pas permis aux délégués de rencontrer un plus grand nombre d'acteurs politiques tant du côté israélien que palestinien ainsi que des représentants de la société civile, notamment à Gaza. Toutefois, une confiance en les capacités de l'APM s'est installée. De nombreuses attentes convergent dorénavant vers l'Assemblée qui, en raison de son statut particulier, a un rôle unique à jouer en Méditerranée.*

*Ce déplacement du Bureau s'inscrit dans le cadre des travaux de l'APM pour promouvoir les efforts de la communauté internationale à établir la paix entre les Israéliens et les Palestiniens.*

*En tant que représentants des peuples de la Méditerranées, les délégués doivent maintenant, grâce à l'APM, poursuivre les efforts auprès de nos gouvernements afin que des avancées politiques notoires puissent désormais être atteintes.*

Des remerciements particuliers vont pour :

Le Gouvernement et Parlement égyptiens.

M. Abou El Enein.

Le Gouvernement jordanien et Parlement jordanien.

L'Ambassade de France en Israël et le Consulat général de France à Jérusalem.

La Knesset.

L'Autorité palestinienne et ses ministres.

Le Conseil national palestinien.

Le Conseil législatif palestinien.

L'UNWRA.

Le Coordonnateur spécial des Nations unies pour le Processus de Paix au Moyen-Orient.

Le personnel médical à l'Hôpital jordanien dans la bande de Gaza.

Le personnel du secrétariat de l'APM.

Le secrétaire général de l'APM pour la coordination de l'ensemble de visite.



## Annexe I

### Liste des participants :

- M. Rudy Salles-Président de l'APM (France)
- M. Mohamed Abou El Enein (Egypte)
- Mme. Askin Asan (Turquie)
- M. Suleiman Ghneimat (Jordanie)
- Mme. Elissaveth Papadimitriou (Grèce)
- M. Tayseer Quba'a (Palestine)
- M. George Vella (Malte)
- Dr. Sergio Piazzzi- Secrétaire général de l'APM
- M. Mustapha Abdelaziz Belaouda- Assistant spécial auprès du Secrétaire général de l'APM
- Mlle. Kalliopi Mermigki- Assistante de Mme. Elissaveth Papadimitriou (Grèce)

## Annexe II

### Programme de la visite du Bureau de l'APM au Moyen Orient :

**Egypte – Le Caire-18 Mai 2009**

- 10.00            Rencontre de la délégation afin préparer la mission  
*Hôtel Intercontinental Semiramis*
- 10.50            Départ de l'Hôtel Intercontinental Semiramis  
*Voitures du Parlement égyptien*
- 11.30            Rencontre avec S.E. **Ahmed Fathy Sorour**- Président de la Chambre basse du  
Parlement  
*Assemblée du Peuple*
- 13.00            Rencontre avec **S.E. M. Ahmed Aboul Gheit**, Ministre des Affaires Etrangères  
  
*Ministère des Affaires Etrangères*
- 14.00            Rencontre avec **S.E. M. Ahmed Ben Helli**, Vice- Secrétaire Général de la ligue  
Arabe  
  
*Siège de la Ligue Arabe*  
  
***Déjeuner et après midi libre***
- Soirée            Dîner offert par **M. Mohamed Abou El Enein**-Ambassadeur Itinérant de l'APM-  
*Résidence privée*

**Gaza, Territoires palestiniens occupés / Amman, Jordanie – 19 Mai 2009**

- 8.30 Départ de l'*Hôtel Intercontinental Semiramis*  
*Voitures du Parlement égyptien*
- 9.30 Départ de l'aéroport du Caire  
*Avion de M. Abou El Enein*
- 10.15 Arrivée à l'aéroport d'El Arish  
*Mini bus du Gouvernorat régional*
- 11.00 Arrivée au point de passage de Rafah
- 12.00 Entrée à Gaza  
*La délégation APM est accueillie par l'UNRWA*
- 12.45-13.30 Visite de la zone et de l'hôpital militaire jordanien
- 13.45 Rencontre avec **Mme. Karen Abuzayd**, Commissaire Générale de l'UNRWA
- 15.00 Départ de Gaza  
*Mini bus du Gouvernorat régional*
- 17.00 Départ de l'aéroport d'El Arish  
*Avion de M. Abou El Enein*
- 19.15 Arrivée à Amman et transfert à l'*Hotel Hyatt*  
*Voitures du Parlement jordanien*
- 20.00 Dîner de travail offert par **S.E. M. Abulhadi Majali**-Président de la chambre basse du Parlement, Président de l'APEM  
*hôtel Hyatt*

## Ramallah, Territoires palestiniens occupés / Jérusalem, Israël-20 Mai 2009

<u>6.50</u>	Départ d'Amman <i>Voitures du Parlement jordanien</i>
<u>8.00</u>	Arrivée au pont Allenby
<u>9.00</u>	<i>La délégation APM est accueillie par le Consul-Adjoint du Consulat Général de France à Jérusalem- changement de voiture</i> Départ pour Ramallah
<u>10.00</u>	Rencontre avec <b>S.E. M. Riyad Al Maliki</b> , Ministre des Affaires Etrangères <i>Ministère des Affaires Etrangères</i>
<u>11.00</u>	Rencontre avec des membres du Conseil Législatif Palestinien <i>Siège du CLP</i>
<u>12.30</u>	Rencontre avec <b>S.E. M. Samir Abdallah</b> , Ministre du Plan <i>Ministère du Plan</i>
<u>13.30</u>	Rencontre avec <b>S.E. Amb. Robert Serry</b> , Coordinateur spécial des Nations Unies pour le Processus de Paix au Moyen Orient <i>UN House – Rue de Tokyo</i>
<u>14.00</u>	Départ pour Jérusalem
<u>16.00</u>	Rencontre avec <b>S.E. M. Reuven Rivlin</b> , Président de la Knesset <i>Knesset</i>
<u>17.00</u>	Départ de Jérusalem
<u>18.00</u>	Arrivée au pont Allenby, changement de voitures et départ pour Amman
<u>19.00</u>	Arrivée à Amman
<u>Soirée</u>	Dîner libre

**Amman-21 Mai 2009**

09.55           Départ de *l'hôtel Hyatt*  
*Voitures du Parlement Jordanien*

10.30           Rencontre avec **S.E. M. Naser Judeh**, Ministre des Affaires Etrangères  
*Ministère des Affaires Etrangères*

12.00  
l'APM           Rencontre avec **M. Tayseer Qu'ba**, Vice Président du CNP et Vice Président de  
*Siège du Conseil National Palestinien*

13.00           Déjeuner offert par **M. Tayseer Quba'a**, Vice Président du Conseil National  
Palestinien et Vice Président de l'APM  
*Restaurant Tanori*

Après midi       Rencontre informelle conclusive des délégués de l'APM  
*hôtel Hyatt*

Evening         Dîner offert par **M. Suleiman Ghneimat**- Vice Président de l'APM et Président de  
la 2ème Commission permanente  
*Résidence privée*

### Annexe III

Liste des membres rencontrés au Conseil Législatif Palestinien (CLP) :

- Dr. Abdullah Abdullah
- Dr. Hanan Ashrawi
- Mrs. Khaleda Jarrar
- Mr. Qays Khader
- Dr. Najat Alastal

## Annexe IV

Liste des membres rencontrés au Conseil National Palestinien (CNP) :

- M. Tayseer Quba'a
- M. Zahir Sanduka
- M. Belal Qassem
- M. Zuhair Al Khatih
- M. Mohamed Melhem
- Mme. Leila Khaled
- M. Mustafa Melhem
- M. Abdelraouf Al-Alani
- M. Ibrahim Abu Ayyah
- Dr. Hussnieh Ismael